



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin juillet 2017 sauf indications contraires

Bonne progression de l'activité économique mondiale

L'économie mondiale reste dynamique, en rythme trimestriel, grâce au regain de confiance des entreprises et au redressement du commerce mondial. La croissance économique mondiale devrait progresser de 3,5% en 2017 après +3,2% en 2016, selon les dernières prévisions du FMI publiées en juillet 2017.

Dans les **pays avancés**, l'activité économique s'est améliorée au deuxième trimestre 2017, portée par le dynamisme de l'activité aux **Etats-Unis** (+0,6% après +0,3% au premier trimestre 2017). L'économie américaine est impulsée par le rebond des dépenses de consommation des ménages, dans un contexte d'amélioration des marchés boursier, immobilier et de l'emploi.

Dans la **zone euro**, la croissance économique a atteint +0,6% après +0,5% au premier trimestre 2017, soutenue par l'accroissement de la consommation des ménages, le redressement de l'investissement et une nette amélioration de la demande extérieure. Ainsi, l'activité a été dynamique en Allemagne (+0,6%), en Espagne (+0,9%), en Italie (+0,4%) et en France (+0,5%).

L'activité au **Royaume-Uni** a progressé de 0,3% au second trimestre après +0,2% le trimestre précédent. L'économie britannique profite du rebond des exportations, des investissements des entreprises et de la consommation des ménages.

Au **Japon**, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est ressortie à +1,0% après une progression de 0,4% au premier trimestre 2017. Cette embellie est tirée par une relance budgétaire, des conditions financières accommodantes et une hausse de la demande extérieure.

Dans les **économies émergentes**, les perspectives de croissance se sont améliorées grâce à la bonne tenue des cours des matières premières, du commerce mondial et de la demande intérieure.

Ainsi, en **Chine**, le PIB a progressé de +1,7% au deuxième trimestre 2017. S'agissant de l'**économie russe**, elle poursuit sa relance amorcée au premier trimestre 2017 avec une hausse de 2,7% en glissement annuel au deuxième trimestre. Quant à l'**économie indienne**, sa croissance a atteint +1,4% au deuxième trimestre 2017 tandis que le PIB du **Brésil** a progressé de 0,2% au deuxième trimestre 2017.

En **Afrique subsaharienne**, l'**Afrique du Sud** a renoué avec la croissance au deuxième trimestre 2017 avec une hausse du PIB de 2,5%¹. Cette performance provient de « l'agriculture et la pêche », des secteurs financiers, de l'immobilier et des mines. Au **Nigeria**, le PIB a progressé d'environ 0,6% en glissement annuel, au deuxième trimestre 2017, après cinq trimestres consécutifs de contraction². Cette remontée provient de l'agriculture, du commerce et de l'industrie énergétique.

Progression des cours de la plupart des principaux produits, excepté le cacao

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2017 et comparé à la même période de 2016, les cours de la plupart des principaux produits de base progressent hormis notamment le cacao (-33,2%). Ainsi, les cours du pétrole brut (+26,6%), du café (+9,3%), du coton (+20,8%), du caoutchouc (+39,5%), de l'huile de palme (+7,8%), du sucre (+4,3%) et de l'or (+0,1%) croissent. Il en résulte une hausse de l'indice Moody's des matières premières de 13,8%.

En évolution mensuelle, contrairement au mois passé, les cours du cacao se contractent de 0,5% en juillet 2017 pour s'établir à 1 988,6 dollars US la tonne.

Dépréciation de l'euro face au dollar américain

En moyenne sur la période sous revue, le marché des changes est marqué par une dépréciation de l'euro de 1,5% par rapport au dollar américain et de 10,6% face à la Livre sterling, comparé à la période correspondante de 2016.

Consolidation de la croissance au plan national

L'**économie ivoirienne** évolue dans un environnement des affaires favorable. Le Gouvernement reste engagé dans le maintien d'un climat socio-politique et sécuritaire apaisé. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a fait face à la chute des cours du cacao grâce à l'utilisation du fonds de garantie et à la relative diversification de la base de son économie. Selon le rapport sur les perspectives régionales du FMI³, la Côte d'Ivoire figure parmi les quelques pays d'Afrique qui ont su montrer une résilience face aux chocs ces deux dernières années. Aussi, le succès des euros obligations émis au mois de juin 2017 confirme la confiance des investisseurs en l'économie

¹ www.statssa.gov.za

² Bureau national des statistiques du Nigeria (NBS)

³ Perspectives régionales du FMI d'avril 2017

ivoirienne et assure le financement du Plan National de Développement pour l'année 2017.

Au niveau social, le Gouvernement ivoirien continue de mener des actions en faveur de la réduction du coût de la vie et de l'apaisement du climat social. Ainsi, un nouveau Conseil National de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC) a été mis en place au mois de juin 2017 et un décret portant plafonnement des prix et des marges de certains produits alimentaires et services de première nécessité a été adopté en juillet 2017.

Les réalisations à fin juillet 2017 comparées à celles à fin juillet 2016 se présentent comme suit :

Au niveau du **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation maintient son redressement, en lien avec l'amélioration de la pluviosité. Ainsi, les productions de cacao (+59,8% à fin juin 2017), de noix de cajou (+4,5%), d'ananas (+41,3%), de banane dessert (+19,7%), de caoutchouc (+8,8% à fin juin 2017) et d'huile de palme (+14,3% à fin juin 2017) sont en augmentation. En revanche, les productions de coton graine (-1,9%) et de sucre (-13,7%) reculent.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité industrielle affiche une hausse de 2,4% en moyenne, tirée par les industries manufacturières (+7,7%) et la production d'« électricité, gaz et eau » (+2,1%), malgré le retrait des industries extractives (-22,0%). Au niveau du BTP, l'indicateur avancé progresse de 0,4% après une baisse de 0,5% enregistrée à fin juin 2017 du fait du non démarrage de certains chantiers publics d'envergure.

Le **secteur tertiaire** présente une évolution différenciée de ses composantes. En effet, le commerce de détail mesuré par l'Indice du Chiffre d'Affaires enregistre un accroissement de 8,6% en termes nominaux. Au niveau du transport, les trafics aérien et routier évoluent favorablement, respectivement de +16,4% et +10,1%. En revanche, le trafic global de marchandises se contracte dans le maritime (-2,0% après -4,4% à fin juin 2017) et le ferroviaire (-14,6%).

Les **prix à la consommation** enregistrent, en moyenne sur la période sous revue, une hausse de 0,7%. Cette évolution résulte du renchérissement des prix des produits non alimentaires (+0,9%) et de la baisse de 0,7% des prix des produits alimentaires, en lien avec le bon approvisionnement des marchés. L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,5%, sous la barre du maximum de 3% fixé par l'UEMOA.

Sur le **marché de l'emploi**⁴ dans le secteur formel, l'effectif des travailleurs croît de 4,8%, équivalent à une création nette de 42 639 emplois sur un an. Cette embellie est portée à la fois par les secteurs privé (+5,2% ; +36 072 emplois) et public (+3,3% ; +6 567 emplois).

Les **finances publiques** sont marquées par une hausse des recouvrements des recettes totales et dons de 8,0%, en rapport

avec l'évolution favorable des recettes fiscales (+7,6%) et non fiscales (+17,9%). Par ailleurs, les dépenses totales et prêts nets s'accroissent de 12,0%, portés notamment par les investissements (+17,1%) qui se redressent après un repli de 4,6% enregistré à fin juin 2017. Il en résulte un solde primaire de base excédentaire de 95,7 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 421,4 milliards. Ce déficit a été couvert grâce au recours au marché financier.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont caractérisés par la croissance des exportations en valeur de 17,9%. Par contre, les importations se contractent de 6,2%, en liaison avec le retrait des achats de biens d'équipement (-29,2%) et de biens intermédiaires (-11,7%). Le solde commercial ressort excédentaire de 1 605,0 milliards, en progression de 127,6% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2016.

La **situation monétaire** est marquée par une hausse de la masse monétaire (+19,1% ; +1 472,8 milliards de FCFA) résultant de l'accroissement des crédits intérieurs nets de 14,9% et de la hausse des avoirs extérieurs de 31,6%. Les crédits intérieurs nets bénéficient de la hausse à la fois de la position nette du Gouvernement (+6,8%) et des crédits nets à l'économie (+17,8%) à savoir les crédits de court terme (+9,1%), de moyen terme (+23,4%) et de long terme (+19,1%). En ce qui concerne les avoirs extérieurs, ils tirent avantage des émissions d'euro obligations au mois de juin 2017.

Sur le **marché financier**, la BRVM⁵ enregistre une augmentation de la capitalisation boursière de 3,4%, portée par le marché des obligations (+74,0%). Du côté du marché des actions, les indices BRVM 10 (-11,5%) et BRVM composite (-10,3%) se contractent, traduisant notamment le recul des cours de certaines actions. De même, le volume et la valeur des transactions reculent respectivement de 29,5% et 39,9%.

En conclusion, l'activité économique nationale a enregistré une évolution globalement favorable sur les sept premiers mois de l'année 2017. La bonne dynamique de croissance observée dans le secteur primaire et au niveau de la production industrielle devrait se poursuivre sur le reste de l'année. En outre, l'activité du secteur secondaire se renforcerait avec le rebond attendu du BTP au second semestre 2017, en liaison avec le démarrage de grands projets d'infrastructures. En ce qui concerne le secteur tertiaire, il bénéficierait, sur le reste de l'année en cours, de la reprise du trafic maritime de marchandises avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire au mois de juillet, le redressement prévu des importations et les actions mises en œuvre en vue de l'amélioration de la célérité des opérations douanières.

⁴ Données de la Solde et de la CNPS

⁵ Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

Réalisations sectorielles à fin juillet 2017, comparées à celles à fin juillet 2016, sauf indications contraires

Valeurs en FCFA sauf indications contraires

Secteur réel

L'activité économique dans le secteur réel profite de l'amélioration de la pluviosité, de l'évolution favorable de la production industrielle et de la diversification de l'offre de biens de consommation.

Secteur primaire

Orientation favorable des cultures d'exportation

Le secteur primaire est marqué par la poursuite de la dynamique favorable de l'agriculture d'exportation, en lien avec une bonne pluviosité, la normalisation de la commercialisation du cacao et les effets des programmes d'appui dans les filières anacarde, banane dessert et ananas. Ainsi, les productions du cacao, de l'anacarde, du palmier à huile, du caoutchouc, de la banane et de l'ananas s'accroissent.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	7 mois 2016	7 mois 2017	Variation (%)	Prévision de croissance annuelle
Cacao*	560 690	895 803	59,8	10,1
Café*	103 909	27 987	-73,1	-59,3
Anacarde	565 012,0	590 192,4	4,5	10,1
Ananas	19 149,4	27 049,6	41,3	43,9
Banane	208 352,1	249 316,2	19,7	-7,1
Coton graine**	222 050,1	217 729,8	-1,9	34,3
Caoutchouc*	175 552,9	190 970,0	8,8	-3,8
Sucre**	123 586,3	106 678,7	-13,7	23,5
Huile de palme*	298 132,5	340 753,6	14,3	-0,8
Bois en grumes (m ³)*	713 246,4	663 260,6	-7,0	0,0

Source : DGE, OPA, MINADER

*données à fin juin

** Fin de campagne au mois d'avril

La filière **cacao** se remet des perturbations enregistrées en début de campagne 2016-2017. Elle bénéficie de la pluviosité favorable ainsi que de l'effet de rattrapage suite à la normalisation de la commercialisation au cours du premier trimestre 2017. La production atteint 895 803 tonnes à fin juin 2017, en hausse de 59,8% comparativement à la période correspondante de 2016.

Sur cette période, le revenu brut cumulé des producteurs est estimé à 856,1 milliards, en progression de 52,7%.

Concernant la production de **café**, la mauvaise répartition des pluies au cours de l'année 2016 a impacté négativement la floraison des caféiers. Par conséquent, la production chute de 73,1% pour se situer à 27 987 tonnes à fin juin 2017. Le revenu brut cumulé des producteurs est estimé à environ 21,0 milliards, en baisse de 70,3% par rapport à fin juin 2016.

La production de l'**anacarde** se situe à 590 192,4 tonnes à fin juillet 2017 contre 565 012,0 tonnes à fin juillet 2016, en progression de 4,5%. Cette évolution est en lien avec les actions en faveur du développement de la filière.

La filière **ananas** profite des effets du projet d'appui à l'amélioration des outils de commercialisation et de production, ainsi que du retour progressif des petits producteurs. La production enregistre une hausse de 41,3% et ressort à 27 049,6 tonnes.

Concernant la **banane dessert**, l'évolution favorable enregistrée les mois antérieurs se poursuit en relation avec la mise en œuvre du plan de relance de la filière amorcé en 2015. La production s'établit à 249 316,2 tonnes, en accroissement de 19,7%.

Au niveau des filières hévéa et palmier à huile à fin juin 2017, la production d'**huile de palme** connaît une hausse de 14,3% pour se situer à 340 753,6 tonnes. La filière bénéficie des effets de la mise en œuvre du troisième plan palmier par certains acteurs, avant la fin de l'étude de faisabilité. De même, tirant profit de l'amélioration des cours internationaux, la production de **caoutchouc naturel** s'affiche à 190 970 tonnes, en progression de 8,8%.

La production de **coton graine** connaît un reflux de 1,9% et se situe à 217 729,8 tonnes. La culture a souffert de la mauvaise répartition des pluies dans les zones de

production. La campagne 2016-2017 s'est achevée au mois d'avril 2017, et la prochaine campagne devrait s'ouvrir au mois de décembre 2017. Des actions de redynamisation de la filière sont en cours avec (i) la mise en œuvre du zonage industriel, (ii) la mise en place d'un fonds de garantie de 1,8 milliard de FCFA par la fédération des producteurs de coton de Côte d'Ivoire (FPC-CI) et (iii) l'établissement d'un fonds de développement des activités de transformation locale.

La production de **sucre** ressort à 106 678,7 tonnes, en contraction de 13,7% par rapport à la période correspondante de 2016. La filière continue de pâtir des conséquences des actes de vandalisme intervenus sur une des deux unités de productions en 2016.

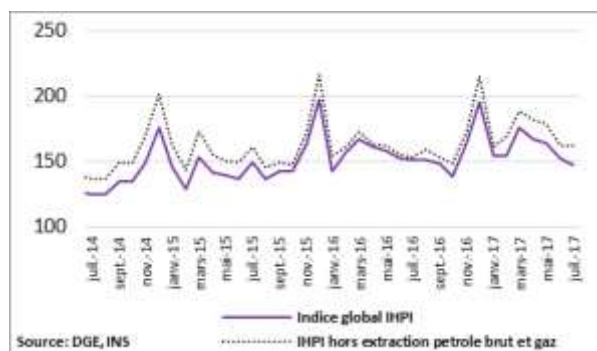
Le volume de grumes de **bois** produit connaît un repli de 7,0%, du fait principalement de l'application du décret d'interdiction de l'exportation des bois en grumes. En effet, les bois en grumes usinés enregistrent une baisse moins prononcée de 1,0%.

Secteur secondaire

Activité industrielle en hausse

L'**activité industrielle** se comporte favorablement grâce au dynamisme des industries manufacturières (+7,7%) et de l'«électricité, gaz et eau» (+2,1%). Cependant, cette hausse est atténuée par le repli des «industries extractives» de 22,0%.

Graphique 1: Indice Harmonisé de la Production Industrielle



Les «**industries extractives**» subissent le recul des branches «extraction de pétrole brut et de gaz naturel et

activités annexes» (-22,8%) en lien avec la diminution de l'extraction pétrolière et des branches «autres activités extractives» (-0,4%).

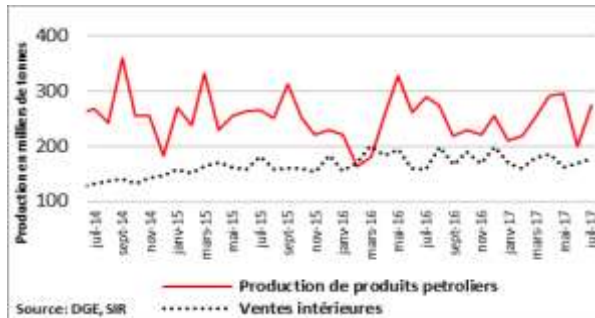
En effet, le **pétrole brut** maintient sa tendance baissière avec une production de 7,3 millions de barils, en repli de 24,6%. Cette contraction provient des permis CI-26 (-38,5%) et CI-40 (-22,3%) qui représentent plus de 90% de la production. Une hausse est toutefois enregistrée au niveau des permis CI-11 (+14,7%) et CI-27 (+32,4%).

Au niveau du **gaz naturel**, la production enregistre un repli de 3,8% à fin juillet 2017 et s'établit à 1 373,6 millions de mètres cubes. Ce retrait est en lien avec la non-performance des blocs CI-26 (-50%) et CI-40 (-39,3%) atténuée par la progression des blocs CI-27 (+9,0%) et CI-11 (+67,6%).

Les **industries manufacturières** bénéficient du dynamisme des «industries agroalimentaires et tabac» (+14,1%), des «industries du bois et meubles» (+5,9%), des «industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction» (+26,7%), des «industries métalliques» (+3,0%) et de la «fabrication de machines et matériels de tous types» (+45,0%). Par contre, les industries «textiles et cuir» (-1,9%), les «industries du papier, carton et édition, imprimerie» (-1,5%) et les «industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques» (-8,2%) régressent.

La production de produits pétroliers par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) s'établit à 1 748 336,9 tonnes, en progression de 3,1%. Cette performance continue de bénéficier de la politique adoptée par la SIR qui consiste à importer plus de produits semi-finis pour la production. La progression se ressent notamment au niveau de la production de super (+27,5%) et de gasoil (+5,0%).

Graphique 2: Production et vente de produits pétroliers

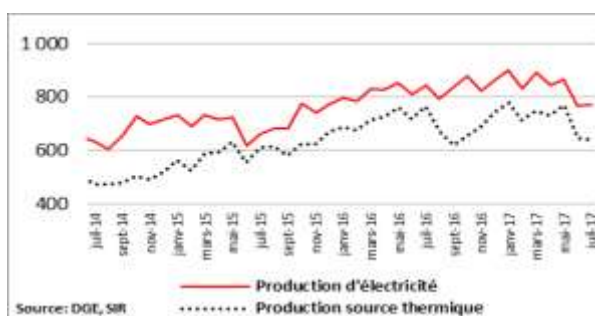


La branche « **électricité, gaz et eau** » ressort en hausse de 2,1%, en lien avec l'accroissement des activités de « production et distribution d'électricité » (+2,2%) et de « captage, traitement et distribution d'eau » (+1,8%).

La production nette d'électricité ressort augmentée de 2,1% pour s'établir à 5 870 Gwh. Cette hausse est attribuable principalement à la bonne tenue de l'électricité de source hydraulique tandis que l'électricité de source thermique se tasse.

En effet, l'électricité de source hydraulique enregistre un accroissement de 19,8%. Elle continue de bénéficier de la disponibilité en eau des barrages, en lien avec la bonne pluviosité observée sur la période sous revue. Par ailleurs, la récente mise en eau du barrage de Soubré contribue à cette hausse de production avec 94 Gwh en trois mois de fonctionnement.

Graphique 3: Production nette d'électricité (en Gwh)



Par contre, l'électricité de source thermique (-0,4%) affiche un tassement de la production, en relation avec les baisses enregistrées au niveau de CIPREL (-5,2%) et AGGREKO (-2,6%). Toutefois, AZITO ENERGIE (+6,2%) reste bien orientée.

L'offre d'électricité a permis de satisfaire la demande nationale (+5,6%). En revanche, les exportations se contractent de 11,3%.

Redressement du BTP

Au niveau du BTP, l'indicateur avancé croît de 0,4% après une baisse de 0,5% enregistrée à fin juin 2017 du fait de l'achèvement de plusieurs projets d'envergure et du non démarrage de certains chantiers. Ce redressement est en relation avec le rebond des investissements publics (+17,1% contre -4,6% à fin juin 2017) et provient de la hausse de la consommation de « ciment » (+6,8%), de « tôles et bacs » (+11,2%), de « graviers » (+5,4%) et de « câbles et fils électriques » (+33,6%). En revanche, les consommations de « bitume » (-31,8%), de béton (-17,8%) et de « sable » (-21,0%) se replient.

Secteur tertiaire

Evolution contrastée dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre une bonne tenue du commerce de détail. De même, au niveau du transport, il est enregistré une hausse des trafics aérien et routier. Par contre, le trafic global de marchandises dans le maritime et le ferroviaire demeure en baisse.

Evolution favorable du commerce de détail

Au terme des sept premiers mois de 2017, l'activité économique est marquée par une bonne tenue du commerce de détail en relation avec l'ouverture de nouveaux centres commerciaux. Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) enregistre un accroissement de 8,6% en termes nominaux à fin juillet 2017 par rapport à la même période de 2016. Cette dynamique est impulsée par la bonne évolution des ventes des « produits pétroliers » (+12,7%), des « produits de l'alimentation » (+18,5%) ainsi que des « produits pharmaceutiques et médicaux » (+7,1%).

Toutefois, ce bon climat des affaires est affecté par le reflux des ventes des « articles d'équipement de la personne » (-11,3%), des « produits d'équipement du

logement » (-0,1%), des « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (-1,1%) et des « produits divers » (-5,5%).

Augmentation des trafics aérien et routier

Au niveau de la branche transport, le **trafic aérien** de passagers commerciaux poursuit son orientation favorable, en augmentant de 16,4%. Suivant la même tendance, le transit direct et le fret aérien progressent respectivement de 60,8% et 10,1%, confirmant la bonne tenue des activités aéroportuaires. Cette embellie est portée par le trafic au sein de la CEDEAO (+24,0%), avec l'Europe (+16,2%) dont la France (+18,6%) ainsi qu'avec le reste de l'Afrique (+7,7%). Par ailleurs, le trafic national (+11,6%) se comporte favorablement avec ses 39 054 passagers commerciaux au terme des sept premiers mois de 2017.

S'agissant du **transport terrestre**, il est observé une augmentation du trafic au vu de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants gasoil et de super (+10,1%). Cette progression tire avantage de la bonne dynamique de l'activité économique.

Dans le **transport maritime**, les données provisoires disponibles font état d'une baisse des activités portuaires imputable principalement au Port Autonome de San Pedro (PASP) tandis que le Port Autonome d'Abidjan (PAA)⁶ se redresse. Ainsi, le trafic global des marchandises se contracte de 2,0% moins fortement qu'à fin juin 2017 (-4,4%).

Au niveau du PAA, l'activité renoue progressivement avec la croissance en rapport avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire. Ainsi, il le trafic global de marchandises ressort au même niveau qu'à fin juillet 2016, après une contraction de 2,6% observée au terme du premier semestre 2017. Cette amélioration du trafic est amenée essentiellement par la bonne tenue du trafic national qui progresse de 2,4%

tandis que le transit (-6,3%) et le transbordement (-19,8%) diminuent.

S'agissant du PASP, l'activité est plombée à la fois par les activités du transbordement (-32,9%) et du trafic national (-2,3%), induisant une contraction de 13,9% du trafic global de marchandises. Cette baisse peut s'expliquer par la lenteur de l'exécution des projets d'investissement en cours.

En ce qui concerne le **transport ferroviaire**, il subit le ralentissement des échanges entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, le manque de compétitivité dû à la vétusté des installations contribue aussi au recul des activités ferroviaires. Ainsi, le trafic global de marchandises se contracte de 14,6% pour s'établir à 465 148,9 tonnes.

Hausse modérée des prix à la consommation

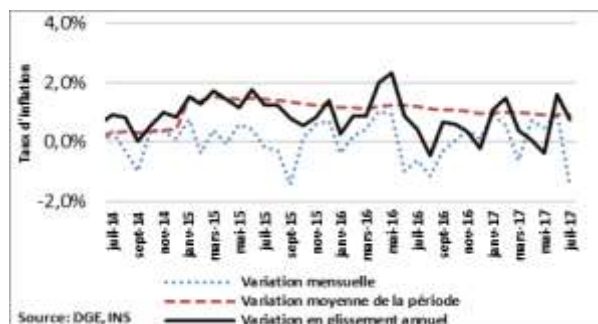
Pour la période sous revue, les **prix à la consommation** affichent une hausse de 0,7% par rapport à la période correspondante de 2016. Cette augmentation provient de la conjugaison d'un léger repli (-0,7%) des prix des produits alimentaires et d'un accroissement de 0,9% des prix des produits non alimentaires.

Les produits alimentaires connaissent une baisse des prix des tubercules et plantains (-13,3%), des légumes frais (-3,8%), des fruits (-3,7%) et du lait-fromages-œufs (-2,0%) en rapport avec un meilleur approvisionnement des marchés. A contrario, on assiste à un renchérissement des prix des « huiles et graisse » (+15,4%), des poissons (+4,1%) et des viandes (+1,7%).

La hausse des prix des produits non alimentaires résulte de l'accroissement des prix des « articles d'habillement et chaussure » (+2,5%), du « logement, eau, gaz, électricité autres combustibles » (+1,8%), des « restaurants et hôtels » (+1,0%) et de la « santé » (+0,8%). Toutefois, les prix des transports (-1,2%) et de la communication (-3,2%) sont en recul.

⁶ Le PAA représente plus de 80% de l'activité portuaire

Graphique 4: Evolution des taux d'inflation



L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,5%, en deçà de la norme communautaire de 3% fixée par l'UEMOA.

Progression continue de l'emploi moderne

Dans le secteur moderne, le marché du travail poursuit sa bonne orientation. En effet, le nombre de salariés enregistre un accroissement de 4,8% correspondant à une création nette de 42 639 emplois sur un an.

Cette hausse est portée principalement par le secteur privé qui représente 84,6% dans la création totale d'emplois. L'effectif de salariés du secteur privé croît de 5,2% (+36 072 emplois sur un an), portant le nombre de salariés à 723 783.

De même, l'effectif de salariés du secteur public ressort en augmentation, en relation avec l'organisation régulière des concours de recrutement. Ainsi, le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat enregistre une hausse de 3,3% correspondant à une création nette de 6 567 emplois sur un an.

Au total, le secteur moderne, comptabilise 930 103 salariés à fin juillet 2017.

Finances Publiques

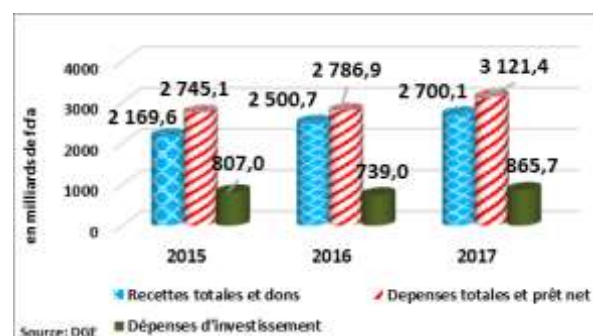
A fin juillet 2017, les recettes totales et dons ressortent à 2 700,1 milliards, en hausse de 199,4 milliards (+8,0%) par rapport à fin juillet 2016. De même, les dépenses totales et prêts nets s'accroissent de 334,5 milliards (+12,0%) pour se situer à 3 121,4 milliards.

Le bon niveau de recouvrement des recettes totales et dons s'explique principalement par la bonne tenue des recettes fiscales (+154,4 milliards ; +7,6%) et des recettes non fiscales (+54,5 milliards ; +17,9%). En revanche, la mobilisation des dons s'inscrit en baisse de 9,5 milliards.

Concernant les dépenses totales et prêts nets, leur accroissement est en lien avec (i) l'exécution plus élevée des dépenses de fonctionnement (+238,0 milliards ; +59,7%) imputables en partie à la prise en compte des revendications des militaires, (ii) la hausse des dépenses d'investissement (+126,7 milliards ; +17,1%), (iii) l'augmentation des dépenses du personnel (+51,1 milliards ; +6,3%) et (iv) le paiement des intérêts sur la dette (+7,7 milliards ; +3,7%). Toutefois, il est noté un repli des subventions et transferts (-13,5 milliards ; -5,6%).

Il résulte de ces évolutions un solde primaire de base excédentaire de 95,7 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 421,4 milliards.

Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin juillet



Pour couvrir ce déficit, le marché financier sous régional et international a été sollicité à hauteur de 1 824,9 milliards. Ces ressources ont contribué au remboursement entres autres du capital de la dette sur titres publics s'établissant à 563,8 milliards et des eurobonds convertis à hauteur de 430,6 milliards.

Echanges extérieurs

Accroissement en valeur des exportations

Les **échanges extérieurs** de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont caractérisés, en glissement annuel, par une hausse en valeur des exportations (+17,9%) tandis que les importations fléchissent (-6,2%). Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 153,3%.

La progression des exportations provient à la fois des volumes (+16,9%) et des prix (+0,8%). Quant aux importations, elles fléchissent sous l'effet conjugué d'une baisse des volumes (-1,4%) et des prix (-4,9%).

Il en découle un solde commercial de 1 605,0 milliards en progression de 127,6% par rapport à son niveau de la même période de 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 6,0%.

Les **exportations** en valeur se renforcent en relation avec la bonne progression des ventes de produits primaires (+25,0%) et de produits transformés (+6,0%).

Les **produits primaires** bénéficient de la bonne orientation des ventes des produits de l'agriculture d'exportation, notamment, le cacao fèves (+18,6%), la noix de cajou (+54,8%), le caoutchouc (+69,7%) et le coton en masse (+3,7%). Concernant le cacao fève, la hausse en valeur est boostée par la progression des volumes exportés (+41,8%), en lien avec la normalisation de la commercialisation intervenue au premier trimestre 2017 et qui a permis d'écouler les stocks en entrepôts.

S'agissant des exportations des produits miniers, elles s'améliorent également en valeur, portées par l'or (+12,4%) et le pétrole brut (+5,2%).

Les exportations de **produits transformés** en valeur progressent de 6,0% grâce notamment à la bonne orientation des produits pétroliers (+43,1%), de l'amande de cajou (+22,2%) et des « huiles essentielles et extraits végétaux » (+10,6%). Par contre, les ventes de cacao transformé (-1,0%), de savon (-4,4%), de

l'huile de palme (-21,8%), de bois transformés (-1,3%), des préparations à base de céréales (-25,2%), « des textiles et chaussures » (-12,9%), de véhicules automobiles (-60,9%), « d'appareils mécaniques et électriques » (-14,1%) ainsi que les « papiers, cartons et produits de l'édition » (-5,8%) reculent.

La décreue des **importations** est en rapport avec le repli des biens intermédiaires (-11,7%) et des biens d'équipement (-29,2%), en dépit d'une amélioration des achats des biens de consommation (+9,4%).

Les **biens intermédiaires** se contractent sous l'effet des achats de pétrole brut (-22,9%), de « fer, fonte, acier et ouvrage » (-7,4%), des « autres fibres textiles » (-4,3%), d'engrais (-21,0%) et de produits métalliques (-10,7%). Ces baisses sont amoindries par l'accroissement des importations de produits chimiques (+1,5%), du « clinker » (+43,4%), des « papiers et cartons » (+7,1%) ainsi que des « huiles essentielles et extraits végétaux » (+2,5%).

Le repli des **biens d'équipements** découle des baisses observées au niveau de ses composantes, spécifiquement les machines mécaniques (-14,2%), les machines électriques (-31,6%), les matériels de transport routier (-23,2%) et les matériels de transport de navigation maritime (-90,0%).

Situation monétaire et financière

Hausse continue du financement de l'économie

La situation monétaire est marquée par une augmentation de la masse monétaire et de ses contreparties. En effet, il est enregistré une consolidation des avoirs extérieurs nets ainsi qu'une hausse des crédits intérieurs nets.

La **masse monétaire** progresse de 19,1% (+1 472,8 milliards de FCFA) pour s'établir à 9 168,9 milliards de FCFA. Cette augmentation peut se ressentir au niveau des monnaies fiduciaire (+39,1%) et scripturale (+12,7%).

Suivant la même tendance que la masse monétaire, ses contreparties se sont comportées favorablement.

Ainsi, les **avoirs extérieurs nets** augmentent de 31,6% (+648,2 milliards FCFA) pour se chiffrer à 2 702,3 milliards de FCFA en lien avec la hausse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (+42,3%) tandis que ceux des banques commerciales baissent de 34,6%. Cette bonne performance des avoirs extérieurs nets est imputable à la mobilisation de 1 143,5 milliards de FCFA sur le marché financier international, en dollars US et euros, à travers l'émission d'Eurobonds au mois de juin 2017.

Concernant les **crédits intérieurs nets**, ils poursuivent leur tendance haussière et ressortent à 6 909,9 milliards de FCFA, en accroissement de 14,9% (+898,4 milliards de FCFA). Cette bonne évolution est attribuable à la fois à l'augmentation du crédit net à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG se chiffre à 1 160,9 milliards de FCFA, en hausse de 6,8% (+105,9 milliards de FCFA). Cette évolution de la PNG traduit la hausse de la dette de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire qui s'est accrue de 14,5% pendant que sa créance a également augmenté de 27,8%.

S'agissant du financement bancaire, il reste orienté favorablement traduisant la confiance du secteur bancaire en l'économie ivoirienne. Ainsi, les crédits nets à l'économie progressent de 17,8% (+792,5 milliards de FCFA) pour s'élever à 5 249,0 milliards de FCFA. Cette embellie est attribuable à tous les types de crédits à savoir les crédits de court terme (+9,1% ; +208,2 milliards de FCFA), de moyen terme (+23,4% ; +405,7 milliards de FCFA) et de long terme (+19,1% ; +41,9 milliards de FCFA).

En ce qui concerne la situation des banques au terme des sept premiers mois de 2017, il est enregistré un accroissement des dépôts et des escomptes d'effets de commerce, respectivement de 17,2% et 12,2%. Par contre, le montant cumulé des nouvelles mises en place

de crédits ordinaires se contracte de 5,9% (-156,9 milliards FCFA) pour se situer à 2 495,8 milliards de FCFA. Cette situation est la conséquence du recul des crédits octroyés aux « particuliers » (-162,2 milliards), aux « personnels des banques » (-78,0 milliards), aux « autres sociétés » (-76,2 milliards), à la « clientèle financière » (-24,8 milliards) et aux « clients divers » (-1,4 milliard). Toutefois, les crédits accordés aux « entreprises individuelles », à l'« Etat et organismes assimilés » (+), aux « assurances et caisses de retraite » et aux « coopératives et groupements villageois » augmentent respectivement de 135,1 milliards, 26,1 milliards, 17,5 milliards et 7,9 milliards. La durée moyenne des crédits s'est établie à 20,8 mois les sept premiers mois de 2017 contre 17,1 mois pour la période correspondante de 2016. Le taux d'intérêt s'est accru de 0,3 point de pourcentage pour ressortir à 6,4%.

Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Relèvement de la capitalisation boursière

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est caractérisée par une hausse de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM composite et BRVM 10 du marché des actions poursuivent leur tendance baissière.

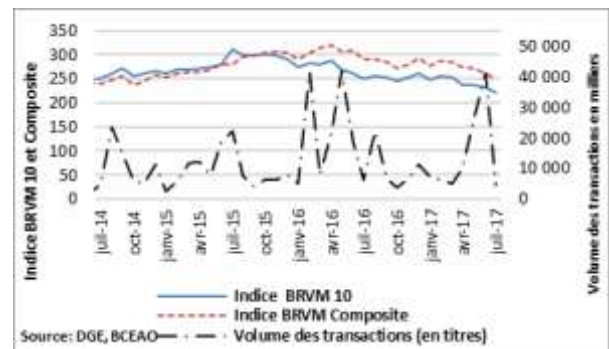
La capitalisation boursière s'affiche à 9 124,3 milliards de FCFA, en hausse de 3,4% en rapport avec l'augmentation continue de la capitalisation du marché des obligations (+74,0% ; 2 853,1 milliards de FCFA). Toutefois, cette hausse est amoindrie par la capitalisation du marché des actions qui diminue de 12,8% pour s'établir à 6 271,2 milliards de FCFA, en

lien avec la contraction des cours des actions. Ainsi, cela s'est traduit à travers la contraction des indices boursiers. En effet, en moyenne sur les sept premiers mois de 2017, les indices BRVM composite et BRVM 10 baissent respectivement de 10,3% et 11,5% par rapport à la même période de l'année 2016. L'indice BRVM 10 subit le repli d'activité des dix entreprises qui la composent. Quant à l'indice BRVM composite, il recule en raison du retrait de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment celui de l'industrie (-27,4%), des services publics (-4,1%), de la distribution (-33,8%), du transport (-21,1%), des finances (-2,9%) et des autres secteurs (-48,9%). En revanche, l'indice du secteur agricole augmente de 8,3% en moyenne sur la période sous revue.

Concernant les transactions, le volume et la valeur de titres échangés ont chuté respectivement de 29,5% et 39,9%, confirmant la timidité du marché des actions.

Au cours du mois de juillet 2017, 4 694 963 titres ont été échangés pour une valeur de 22,3 milliards de FCFA. Ces opérations se sont déroulées avec un ratio moyen de liquidité de 13,8%. Quant au taux de rendement moyen du marché, il est ressorti à 5,4% avec une prime de risque de -1,3%.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En conclusion, l'activité économique nationale a enregistré une évolution globalement favorable sur les sept premiers mois de l'année 2017. La bonne dynamique de croissance observée dans le secteur primaire et au niveau de la production industrielle devrait se poursuivre sur le reste de l'année. En outre, l'activité du secteur secondaire se renforcerait avec le rebond attendu du BTP au second semestre 2017, en liaison avec le démarrage de grands projets d'infrastructures. En ce qui concerne le secteur tertiaire, il bénéficierait, sur le reste de l'année en cours, de la reprise du trafic maritime de marchandises avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire au mois de juillet, le redressement prévu des importations et les actions mises en œuvre en vue de l'amélioration de la célérité des opérations douanières.

Flash conjoncture à fin juillet 2017

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	nov.-16	déc.-16	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr.-17	mai-17	juin-17	juil-17	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	4,5%	43,5%	78,2%	67,2%	33,0%	25,5%	8,1%	-2,9%	7,8%	26,6%
Cours du cacao	-25,6%	-31,6%	-25,6%	-30,3%	-33,0%	-36,3%	-36,0%	-36,0%	-34,8%	-33,2%
Cours de l'euro par rapport au dollar	0,6%	-3,1%	-2,3%	-4,1%	-3,7%	-6,4%	-1,8%	1,2%	6,3%	-1,5%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Cacao*		6,0%			57,8%			63,4%		59,8%
Café		0,0%			-76,5%			-30,0%		-73,1%
Anacarde	111,3%	-74,5%	-53,7%	-20,5%	153,5%	26,6%	-17,5%	-30,0%	-23,7%	4,5%
Secondaire										
IHPI global	0,6%	-1,1%	8,4%	-2,7%	3,1%	3,9%	4,7%	1,8%	-2,7%	2,4%
IHPI hors extraction	0,5%	-0,4%	4,8%	2,9%	6,5%	11,3%	11,5%	6,4%	6,0%	7,2%
BTP	7,4%	4,8%	-7,2%	-21,9%	21,1%	4,5%	-2,7%	8,9%	6,0%	0,4%
Production d'électricité	11,0%	12,0%	12,9%	6,0%	6,8%	2,2%	1,5%	-5,7%	-8,7%	2,1%
Production de produits pétroliers	0,7%	11,8%	-4,8%	34,9%	41,3%	15,3%	-9,5%	-23,8%	-4,9%	3,1%
Pétrole brut	1,1%	-7,4%	44,8%	-34,1%	-16,4%	-36,6%	-31,9%	-21,8%	-46,6%	-24,6%
Gaz naturel	6,3%	3,9%	12,9%	1,6%	2,6%	-0,8%	-2,2%	-13,3%	-24,5%	-3,8%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-0,5%	11,6%	11,0%	2,1%	7,8%	7,9%	8,6%	7,6%	15,6%	8,6%
Trafic global maritime	-9,3%	-8,0%	-11,0%	-5,0%	-2,8%	-2,3%	8,0%	-13,4%	14,4%	-2,0%
Total voyageurs aérien	23,0%	23,4%	13,9%	13,6%	16,4%	19,4%	16,4%	11,7%	21,6%	16,4%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-6,9%	-11,5%	-10,1%	-10,7%	-8,9%	-12,6%	-16,8%	-20,9%	-24,0%	-14,6%
Echanges extérieurs⁷										
Exportation en valeur	9,0%	0,3%	17,4%	13,2%	49,0%	10,7%	13,2%	7,0%	4,8%	17,9%
Importation en valeur	-45,8%	-19,0%	-12,5%	-36,1%	12,2%	-10,3%	13,9%	-8,0%	5,3%	-6,2%
Solde commercial	223,69	335,89	273,25	397,61	514,14	261,37	76,28	124,84	-42,52	1604,96
Financement										
Position net du Gouvernement	8,9%	30,7%	39,4%	39,2%	27,1%	33,9%	51,6%	-4,7%	6,8%	6,8%
Crédit net à l'économie	21,0%	15,0%	16,8%	20,9%	21,7%	21,5%	20,8%	18,5%	17,8%	17,8%
Crédit net à court terme	15,4%	4,7%	4,2%	9,4%	10,3%	10,8%	11,3%	10,8%	9,1%	9,1%
Crédit net à moyen terme	25,6%	26,3%	30,7%	29,1%	26,2%	22,9%	26,2%	22,6%	23,4%	23,4%
Crédit net à long terme	72,4%	51,0%	58,4%	57,1%	41,4%	46,8%	29,1%	20,4%	19,1%	19,1%
Avoir extérieur net	-6,5%	-9,1%	-6,1%	-13,8%	-14,0%	-12,4%	-4,9%	31,1%	31,6%	31,6%
Finances publiques⁸										
Recettes totales & Dons	0,8%	-37,6%	-1,6%	0,1%	41,2%	25,3%	-30,7%	14,5%	9,5%	8,0%
Dépenses totales & Prêts nets	0,1%	34,4%	-3,6%	22,2%	13,7%	-18,6%	11,8%	22,3%	37,1%	12,0%
Investissement public	-34,8%	55,8%	-84,0%	125,4%	19,1%	-69,3%	15,2%	8,3%	193,3%	17,1%
Solde budgétaire global	-54,95	-106,67	70,72	-107,84	7,70	86,66	-156,42	-98,19	-223,98	-421,35
Prix à la consommation										
IHPC ⁹	0,4%	-0,2%	1,1%	1,5%	0,4%	0,1%	-0,4%	1,6%	0,8%	0,7%
Emploi										
Salariés secteur formel	4,4%	4,4%	4,1%	3,8%	4,1%	3,8%	4,5%	4,7%	4,8%	4,8%
Dont Salariés secteur formel privé	4,6%	4,7%	4,6%	4,2%	4,4%	4,1%	4,8%	5,1%	5,2%	5,2%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200924

Pour en savoir plus :
 Sous-direction de la Conjoncture
 Email : sd.c.dppsedge@dge.gouv.ci
 Tel : +(225)20200924/20200925

⁷ Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels

⁸ Niveau en milliards de FCFA

* Données trimestrielles

⁹ Indice Harmonisé des Prix à la consommation